

militaires et qu'elle est sous la domination de dirigeants militaires. D'après moi, le rôle politique de l'OTAN est réduit au minimum, mais on lui rend encore hommage pour la frime, sans que des mesures réelles soient prises pour parvenir à la détente en Europe. Le Canada n'a rien fait non plus au sein de l'OTAN pour créer cette détente. En fait, quand les pays du Pacte de Varsovie ont, il y a quelque temps, invité les pays de l'OTAN à discuter les problèmes politiques et une réduction éventuelle des forces en Europe, qu'a fait l'OTAN avec la participation de l'actuel secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Sharp) et du ministre de la Défense nationale (M. Cadieux)? L'OTAN a refusé l'invitation.

**L'hon. M. Cadieux:** Non.

**M. Lewis:** Si, elle l'a rejetée et a substitué à cette invitation claire, intelligente et courageuse, des mots ambigus au sujet d'entretiens préliminaires en vue de choisir le sujet sur lequel les pourparlers ultérieurs pourraient porter.

**L'hon. M. Cadieux:** Puis-je poser une question au député? Sait-il que le communiqué de Budapest excluait les États-Unis et le Canada des entretiens?

**M. Lewis:** Monsieur l'Orateur, je suis conscient des répercussions du communiqué de Budapest, mais mon point de vue est différent. Il était limité à des pays européens des deux camps.

**L'hon. M. Sharp:** Êtes-vous d'accord là-dessus?

**M. Lewis:** Non.

**L'hon. M. Sharp:** Alors pourquoi pensez-vous que nous devrions l'accepter?

**M. Lewis:** Il aurait été plus sage d'accepter l'invitation plutôt que de nous présenter là-bas comme membre d'une même organisation...

**L'hon. M. Sharp:** Nous n'y aurions pas été.

**M. Lewis:** S'ils n'ont pas pris place autour de cette table, cela prouve un manque de sincérité et au lieu de prendre des mesures...

**L'hon. M. Sharp:** C'est une attitude politique, pas une attitude constructive.

**M. Lewis:** C'est une attitude tout à fait constructive. J'aimerais dire au ministre que chaque fois qu'il n'agit pas, il donne comme

prétexte qu'il est constructif. C'est l'attitude qu'il a adoptée à l'égard du Biafra et maintenant de l'OTAN. J'en ai assez de cette inaction constructive.

Ce que je veux montrer, c'est que le dernier geste des chefs politiques de l'OTAN est le dernier d'une série de «non-mesures» devant aboutir, on le croyait sérieusement, à une détente ou à un débat débouchant sur une détente. Si j'en avais le temps, je parlerais de la proposition de Rapacki et des autres questions qui ont été soulevées depuis une vingtaine d'années, qui toutes ont été écartées non seulement par l'Union soviétique—pas toujours par l'Union soviétique, devrais-je dire—mais par la psychologie militaire de l'OTAN.

C'est avec joie que nous avons entendu hier le premier ministre déclarer que, selon lui, l'OTAN doit se préoccuper davantage d'amener une détente en Europe. J'affirme, avec la même fermeté que mon chef l'a fait hier, que le moment est venu pour le Canada de subordonner le maintien de sa participation à l'OTAN à la cessation du contrôle militaire de l'Alliance, qui existe présentement, et à la prépondérance d'une direction politique dans l'étude des objectifs. Si l'OTAN est incapable d'accepter cet accommodement, le maintien de la participation du Canada ne sera d'aucune utilité. A vrai dire, et je parle ici en mon nom personnel, j'en suis arrivé à la conclusion que le Canada pourrait jouer un rôle plus utile sur la scène internationale s'il se retirait de toute alliance militaire.

• (4.50 p.m.)

Lorsqu'on écoute l'opposition conservatrice, et dans une certaine mesure les libéraux, on croirait que le monde n'a jamais connu de blocs militaires, qu'il n'existe pas tout un historique des dangers que comportent les blocs militaires et de leur impuissance à maintenir la paix; on croirait que l'OTAN, le NORAD et l'OTASE ont été une invention soudaine, postérieure à la seconde guerre mondiale. Le fait est que l'univers a été affligé de blocs militaires pendant des siècles et qu'ils ont chaque fois échoué à maintenir la paix. Ils peuvent être nécessaires dans certains cas, et même utiles, mais par leur nature même ils ne peuvent servir de base à la paix et à la sécurité éventuelles de l'univers. Feu le président Eisenhower a donné l'une des raisons modernes de cet état de choses. Quand il nous a mis en garde contre la cupidité et l'appétit insatiable du complexe militaire-industriel aux États-Unis, il savait ce dont il parlait. Ce complexe américain, qui a pour complices des